

XYZ. La revue de la nouvelle

Foutez !

David Dorais



Number 109, Spring 2012

Foutaises : de l'importance de ce qui est vain

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/65922ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Publications Gaëtan Lévesque

ISSN

0828-5608 (print)

1923-0907 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dorais, D. (2012). Foutez ! XYZ. *La revue de la nouvelle*, (109), 39–41.

Foutez!

David Dorais

TOUTE L'HISTOIRE commença ainsi.

La crise économique avait frappé plusieurs corps de métiers, mais aucun plus durement que celui des prostituées. La chute graduelle et constante de la clientèle avait entraîné une baisse dramatique des revenus. À la télévision, des spécialistes expliquèrent que des conditions de vie pénibles engendrent naturellement une perte de libido chez les hommes et que, même chez ceux qui conservent leur ressort, la nécessité, mère de l'invention, les pousse vers les formes les moins coûteuses de satisfaction érotique. Après quelques reportages, un vent de sympathie se mit à souffler dans la population, soulevé par les images de ces pauvres filles qui, ne pouvant plus faire le trottoir, se retrouvaient à la rue.

Les prostituées profitèrent de ces circonstances favorables pour faire pression sur les politiciens. Elles manifestèrent leur ras-le-bol devant le Parlement, en petites culottes et en soutien-gorge, pendant une journée de froid épouvantable. Le premier ministre, ému par ce spectacle, promit de verser une allocation spéciale à toutes les travailleuses du sexe. Mais une telle annonce ne les réjouit pas, au contraire : elles se dirent outrées qu'on voulût ainsi leur faire la charité. Leur dénomination n'était-elle pas assez claire : elles étaient avant tout des *travailleuses*, et on les dépouillait de leur dignité en les traitant comme des mendiante. De l'emploi, voilà ce qu'il leur fallait. Après deux jours de discussions, le gouvernement décida donc de sélectionner quelque trois cents fonctionnaires sur la base d'un solide examen médical : dépêchés à travers la province, ils auraient pour tâche de recourir quotidiennement aux services des prostituées, puis de les rétribuer selon un taux équitable.

Cette subvention de l'État suscita la jalousie. Non pas, comme on aurait pu s'y attendre, chez les autres travailleurs manuels, mais dans cette frange de la population dont l'accès 39

à la sexualité se faisait le plus péniblement. On vit ainsi se succéder, devant les caméras, des handicapés, des gros, des laids, des vieux et des pauvres. Tous pour dénoncer une injustice sans nom. Le gouvernement comprenait-il à quel point était ardue, pour eux qui, à leur corps défendant, se trouvaient parmi l'un — voire plusieurs — de ces malheureux groupes, l'obtention de satisfactions érotiques ? À quel point cette frustration s'avérait humiliante ? Et voilà que l'on allait non seulement approvisionner gratuitement en sexe, mais *salarier* des hommes qui, pour la plupart, jouissaient déjà de la possession d'une partenaire sexuelle légitime et qui, de toute façon, bénéficiaient d'un revenu largement suffisant pour s'offrir les escortes les plus qualifiées. Sensible à ces arguments, le premier ministre décréta que, désormais, chaque individu se classant dans l'une des cinq catégories susnommées recevrait mensuellement un coupon qui lui permettrait d'obtenir sans frais une prestation de services de la part d'une prostituée de son choix, à condition qu'elle fût dûment enregistrée. Ceux que l'on se mit à nommer les « démunis de charme » (traduction boiteuse de l'expression anglaise « *sex appeal impaired* ») convoquèrent une conférence de presse pour saluer ce pas historique vers la réparation des iniquités.

Mais une vague de contestation se souleva aussitôt. De multiples groupes citoyens firent valoir que l'épanouissement sexuel représentait l'une des clés fondamentales du bonheur et que, en l'occurrence, il constituait un droit inaliénable pour l'ensemble de la collectivité. Il était donc discriminatoire que certains individus, sous prétexte qu'ils étaient en bonne santé, sveltes, beaux, jeunes, riches ou actifs dans le secteur privé, dussent délier les cordons de leur bourse pour pouvoir se soulager. Tout le monde, fut-il déclaré solennellement, tout le monde méritait d'obtenir la gratuité sexuelle, sans distinction de race, de langue, de religion, etc.

Le premier ministre fit chorus et saisit cette occasion de joindre la voix de sa province au concert des nations progressistes. Applaudi par l'entière du Parlement, c'est avec 40 émotion qu'il institua le ministère de l'Euphorie sensuelle,

sous la gouverne duquel apparurent, partout sur le territoire, des pornothèques permettant la location de matériel récréatif, des cinéparcs projetant des films torrides, et des Salons de l'amour et de la séduction offrant tous les gadgets dernier cri. On vit même se bâtir des maisons de plaisir publiques, où les prostituées furent encouragées à s'unir en syndicats, aussitôt dotés par le gouvernement d'une convention collective enviable, dont la règle d'ancienneté dans l'attribution des tâches eut pour effet inattendu de propulser en première ligne les péripatéticiennes les plus âgées, donnant ainsi naissance, dans la population du troisième âge, à un sentiment de fierté et à un désir de réappropriation de sa sexualité.

Dans la foulée de ces progrès sociaux, d'autres groupes, non plus seulement minoritaires ou méjugés, mais frappés d'apartheid à cause du préjugé de criminalité qui les accablait, réclamèrent haut et fort leur droit à la différence. Les harceleurs sexuels sortirent de l'ombre et coururent après leurs victimes en brandissant triomphalement des pancartes. Les pédophiles organisèrent une belle parade, avec chars allégoriques, ballons, sucettes et mascottes. Les incestueux préparèrent un pique-nique familial champêtre. Et les violeurs tinrent dans les rues de la métropole leur grande corrida, festive à souhait.

Voilà comment tous les habitants de la province, sous l'égide bienveillante de leur gouvernement, purent célébrer à l'unisson leur sexualité sereine et joyeuse.